

Reinhard Kardinal Marx, Präsident der ComECE :

Gastbeitrag für «La Croix», Erscheinungsdatum : 24. April 2013

Les Citoyens mécontents

La famille européenne se heurte à toute une série de problèmes sérieux. Les citoyens mécontents augmentent. En cette année européenne du citoyen 2013, la majorité de ceux qui habitent l'UE n'a presque aucune connaissance de ce que cette citoyenneté européenne implique et signifie.

Partout en Europe, règne la conviction que la politique économique et financière est en train de créer de nouveaux pauvres. L'Eglise, à plusieurs reprises et au plus haut niveau, a fait entendre sa voix pour rappeler à nos politiciens, à la Présidence irlandaise et à tous ceux qui travaillent dans les institutions européennes, les dommages collatéraux que les stratégies de sauvetage de l'Euro causent et surtout l'impact sur les plus pauvres et les plus vulnérables dans les divers pays de l'Union.

On comprend bien que les citoyens de l'UE se sentent trahis, que leur confiance dans les institutions européennes soient affaiblis, qu'ils voient les fonctionnaires de l'UE et leurs dirigeants d'un œil cynique et qu'ils en ont « assez de Bruxelles ». Mais ils ont tort. Ce moment de crise sur notre continent rend l'UE plus indispensable que jamais.

Il ne faut pas être myope quant à notre histoire commune dans ces 60 dernières années. Nous sommes presque tous d'accord que nous avons réussi à construire une famille de nations caractérisée par la paix et la prospérité.

Nos lauriers ont beau être considérables, ce n'est pas le moment de se reposer dessus. La crise financière a considérablement impacté l'économie de l'UE dans son ensemble et repoussé certains Etats membres dans une crise aiguë qui a exigé l'intervention du FMI.

La confiance dans la capacité de l'UE à s'attaquer et à résoudre la crise a non seulement été profondément ébranlée, mais le nombre de citoyens ordinaires – les nombreux jeunes chômeurs, les jeunes familles avec des emprunts immobiliers, les petites et moyennes entreprises et finalement les personnes âgées et les retraités – qui ont été directement touchés par la crise est trop élevé.

L'Eglise, à travers son clergé et à travers les nombreux laïcs engagés aussi bien que les organisations catholiques qui travaillent dans les pays en développement, est davantage consciente que la plupart de la société civile de l'impact profond qu'a produit la crise et la souffrance qu'elle a causé à d'innombrables citoyens et à ceux qui habitent parmi nous mais qui en jouissent pas des droits liés à la citoyenneté. Les évêques européens ont déjà fait savoir au plus haut niveau politique leur profonde préoccupation ainsi que des propositions concrètes pour soulager la souffrance, notamment lors de la rencontre avec la présidence irlandaise de l'UE le 8 mars dernier.

L'Eglise croit ardemment au projet européen. Ce n'est pas le moment de l'abandonner. Bien au contraire, le temps est venu d'intensifier notre engagement envers ce projet : une Europe de valeurs, dont la plus fondamentale dans ce contexte de crise, est la solidarité en action. Tel est le message de l'Eglise lorsqu'elle fait entendre sa voix au niveau européen.

Le défi pour nous, à la fois fils et filles de l'Eglise et citoyens de l'UE, est de bien comprendre à quel point la conjoncture économique et sociale actuelle est liée à une politique qui a échoué. Non du fait d'une erreur de conception fondamentale dans l'architecture de l'UE, mais bel et bien une gestion économique et financière qui a transgressé les principes d'une économie sociale de marché. Le remède pourra résider dans une application plus conséquente et unifiée des principes fondamentaux de l'UE : une solidarité entre communautés et citoyens dans la poursuite du bien commun.